



Juillet – Août 2007

Union
syndicale
Solidaires

Réorganisation, Privatisation, Service Minimum pour un Maximum de réformes !

**Solidaires, Unitaires
Démocratiques**

Le gouvernement et la direction de la RATP profitent des vacances pour passer en force le service minimum, pierre angulaire des futures réformes sur les régimes spéciaux et les privatisations. La vaseline n'est pas le meilleur produit pour éviter les coups de soleil, et les agents de la RATP risquent bien de regretter longtemps l'insouciance d'un été 2007 !

Le gouvernement de Nicolas SARKOZY, assisté de sa majorité présidentielle, multiplie les attaques contre les agents de la RATP et les services publics, en prémices à d'autres reculs sociaux envers Tous les salariés qu'il faut mettre au pas d'une mondialisation au service du capital.

Le projet de loi sur « la continuité du service public dans les transports », visant à encadrer et à restreindre l'exercice d'un droit constitutionnel, après un endoctrinement Politico médiatique assimilant les actions de grève à des actes de terrorismes, souvent qualifiés de « prises d'otages », n'est qu'une étape à d'autres desseins aux contours bien plus pernicieux.

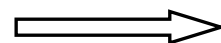
Alors même que **les grèves sont en constante diminution à la RATP, où il existe déjà un dispositif d'alarme sociale et un engagement de service garanti contractualisé avec le STIF**, en sus des dispositions limitatives de l'article L.521-3 du code du travail imposant un préavis de 5 jours francs, **le gouvernement entend durcir l'exercice de la grève par des dispositions coercitives contenues dans son projet de Loi.**

SUD RATP rejette tout particulièrement les dispositions de l'alinéa II de l'article 5 du projet de Loi, instituant la mise en place de sanctions disciplinaires envers les salariés grévistes qui n'auraient pas déclaré leur intention 48 heures à l'avance.

Alors même que les patrons voyous et autres bénéficiaires de « Parachutes dorés » agissent en toute légalité dans notre pays, sous couvert d'une bienveillance gouvernementale aux faux airs scandalisés, pourtant bien complaisante avec les plus riches, surtout s'ils possèdent un yacht privé !

On entrevoit déjà l'extension du service minimum à d'autres secteurs d'activités, comme à l'éducation nationale, mais plus largement à tous les secteurs cibles d'un gouvernement bien décidé à enclencher un processus de **régression sociale** et de **privatisations généralisées**.

Ainsi, le 17 juillet 2007, le sénateur Philippe Dominati, bien connu pour sa condamnation dans l'affaire des « faux électeurs » de Paris, a déposé **un projet de Loi proposant de Découper le réseau de surface du réseau souterrain et de transformer la RATP en une Société Anonyme.**



Comment croire que cette proposition, visant à casser le monopole de la RATP, à la privatiser et à la scinder en deux, au seul bénéfice de sociétés privées, ne serait qu'une action isolée de la frange dure des libéraux, alors même que les restructurations engagées à la RATP nous préparent à cette échéance ?

Que penser de la restructuration de fond, engagée par le PDG, le 10 juillet dernier, préconisant un rapprochement BUS-MRB, en parfaite adéquation avec le projet de Loi de privatisation de la RATP ?

Il faudra que tout soit prêt à l'échéance de la privatisation, et c'est vers cet ordre de marche que nous mène le futur plan d'entreprise 2008-2012.

Les politiques ont 10 ans d'avance dans leurs projets, face à des syndicats à bout de souffle et qui n'ont même plus le soutien des salariés. Du gâteau pour la direction qui se marre en se tapant sur le bide dans les nombreux séminaires préparant la mise à mort de notre entreprise publique.

Déjà en 2005, SUD RATP dénonçait la politique de filialisation menée à la RATP, et la conduisant tout droit vers sa privatisation en vertu des échéances européennes de libéralisation des transports, un marché public qui représente une manne financière pour les grands groupes privés.

L'expansion du groupe RATP, la restructuration de l'EPIC et la productivité à marche forcée (2% par an pour les 10 prochaines années) pour dégager la marge indispensable au développement des filiales, nécessaire à l'avènement d'une multi nationale à des années lumières des préoccupations quotidiennes des usagers Franciliens, essence même de notre existence.

Les agents n'ont cure de la mégalomanie de nos dirigeants, qui n'aspirent qu'à hisser la RATP dans le TOP 5 des entreprises mondiales du transport. Ils ont des plaisirs simples comme celui de voir la satisfaction de leurs voyageurs transportés dans des conditions de transport confortables, fiables, et sécurisées avec la présence humaine nécessaire à un service attentionné.

Ce qui est loin d'être la réalité du quotidien de nos réseaux, avec un matériel vieillissant, une déshumanisation des stations, et des taux de charge qui explosent dans un contexte de saturation chronique des transports Franciliens, induit par une insouciance politique qui a trop longtemps relégué la part de l'investissement en matière infrastructures de transport à une simple variable d'ajustement budgétaire.

Des conditions idéales pour des réformes à la hussarde, avec des salariés qui ne peuvent plus faire grève, des syndicats trop bien nourris et des citoyens lobotomisés par TF1 et un Président de la République Super Star, à qui on ne peut que reconnaître un sacré talent, au sens politicien du terme.

Pour autant il est de notre devoir syndical de nous opposer à toutes ces tentatives « réformistes », car le réveil sera bien difficile pour tous ceux qui ne croient plus qu'au bonheur des heures supplémentaires.

SUD RATP réaffirme sa détermination à combattre toutes les intentions de privatisation de la RATP, qui se doit de rester dans le giron public, seul garant d'un égal accès pour tous des transports, et d'une gestion financièrement désintéressée.

Quant au service minimum, nul ne pourra jamais empêcher une protestation de s'exprimer dès lors qu'elle est légitime, que l'action de grève soit légale ou pas n'y change rien !

Vouloir bâillonner la protestation sociale légalisée ne peut que mener à une radicalisation des actions du prolétariat, alors même que le capitalisme n'a jamais autant profité à l'essor des plus riches, à l'heure où ***les patrons gagnent de plus en plus, sur le dos des salariés bien sûr !***

L'Insee révèle que le salaire des PDG des entreprises moyennes et grandes a sensiblement augmenté entre 1995 et 2005 et que cette hausse s'est même accélérée depuis 2000. Les 23000 patrons Français qui emploient au moins 50 salariés touchent en moyenne 127400 euros net par an, soit près de deux fois plus que leur état-major, (les cinq cadres les mieux payés en dehors d'eux).

**Cotisations : 60€ par an
ou 15€ par trimestre**

SYNDICAT SUD/RATP
3, rue Rampon
75011 PARIS
<http://www.sudratp.fr>

